CONSEIL DEPARTEMENTAL DES YVELINES

Convocation des élus par le Président le : 09/04/18
Transmission aux élus du rapport et du projet de délibération le : 09/05/18
Affichage le : 01/06/18
Transmission préfecture le : 29/05/18
AR Préfecture :
N° : 078-227806460-20180518-lmc1102231-DE-1-1
Du : 29/05/18
Délibération exécutoire le : 01/06/18

COMMISSION PERMANENTE

Séance du vendredi 18 mai 2018

**POLITIQUE C01 MODES DE GARDE PETITE ENFANCE
CHARTRE QUALITÉ MAISON D'ASSISTANTS MATERNELS**

LA COMMISSION PERMANENTE,

Sur le rapport de M OLIVIER LEBRUN ,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3211-2 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.421-14 et D.421-44 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil départemental des Yvelines en date du 20 octobre 2017 portant extension des délégations données à la Commission permanente ;

Vu la circulaire n° 2016-007 du 6 avril 2016 relative au renforcement de l'accompagnement des Maisons d'Assistants Maternels par les Caisses d'Allocations Familiales ;

Vu le guide ministériel de Madame Laurence Rossignol, Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes relatif aux Maisons d'Assistants maternels à l'usage des services de protection maternelle et infantile (PMI) et des assistants maternels ;

Vu le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Considérant qu'afin de garantir la qualité d'accueil au sein des Maisons d'Assistants Maternels (MAM), le Département des Yvelines souhaite, en collaboration avec la Caisse d'Allocations Familiales des Yvelines, décliner au plan local une Charte de qualité pour les assistants maternels exerçant en MAM ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Approuve les termes de la Charte qualité Maisons d'Assistants Maternels annexée à la présente délibération.

Autorise M. le Président du Conseil départemental à signer la Charte qualité Maisons d'Assistants Maternels annexée à la présente délibération avec la Caisse d'Allocations Familiales des Yvelines et chacune des Maisons d'Assistants Maternels désireuses de s'engager dans cette démarche.

Dit que la présente délibération est sans incidence financière.

La présente décision ne pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Versailles au-delà d'un délai de deux mois à compter de sa publication.

COMMISSION PERMANENTE

Séance du vendredi 18 mai 2018

CHARTRE QUALITÉ MAISON D'ASSISTANTS MATERNELS

Délibération ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Président de la séance : Pierre Bédier.

Secrétaire :

Votent POUR (33) : Jean-Noël Amadei, Catherine Arenou, Marie-Hélène Aubert, Hélène Brioux-Feuchet, Nicole Bristol, Pierre Bédier, Georges Bénizé, Anne Capioux, Claire Chagnaud-Forain, Sylvie D'Esteve, Monsieur Nicolas Dainville, Olivier De la Faire, Madame Clarisse Demont, Cécile Dumoulin, Pierre Fond, Ghislain Fournier, Marcelle Gorguès, Marie-Célie Guillaume, Elisabeth Guyard, Janick Géhin, Josette Jean, Alexandre Joly, Joséphine Kollmannsberger, Olivier Lebrun, Karl Olive, Jean-François Raynal, Laurent Richard, Alexandra Rosetti, Yann Scotte, Elodie Sornay, Laurence Trochu, Pauline Winocour-Lefevre, Cécile Zammit-Popescu.

Absents excusés (9) : Philippe Benassaya, Sonia Brau, Philippe Brillault, Laurent Brosse, Bertrand Coquard, Didier Jouy, Michel Laugier, Guy Muller, Yves Vandewalle.